

Joseph Kabila a passé deux années à gagner du temps

- Ce mercredi, c'est la date butoir pour le dépôt des candidatures à la présidentielle en République démocratique du Congo.
- Retour sur deux années d'incertitudes, de chaos et de manœuvres dilatoires qui ont bousculé la scène politique à Kinshasa.
- Avec, au centre du jeu, un chef de l'Etat - Joseph Kabila - plus énigmatique que jamais.

ANALYSE

Toujours ça de pris... Tel pourrait être le résumé lapidaire des deux années de « rabiots » obtenues par le président Kabila et les siens après l'accord dit de la Saint-Sylvestre, conclu grâce à la médiation des évêques congolais le dernier jour de l'année 2016. Alors que la date-butoir tombe aujourd'hui pour le dépôt des candidatures, les partisans de Kabila ont annoncé mardi qu'ils donneraient le nom de leur candidat à l'élection aujourd'hui. « *Loiseau rare sera connu tôt le matin, à l'aurore* », a déclaré M. Mende joint à la sortie de la réunion dans une résidence du chef de l'Etat.

Faut-il rappeler que fin 2016, le Congo était en ébullition : la promesse d'organiser des élections en 2016 n'avait pas été tenue, faute de volonté politique et de moyens et aussi parce que nul, ni dans la majorité ni dans l'opposition, n'était réellement prêt à affronter l'électeur.

En octobre déjà, des négociations infructueuses auxquelles participait Vital Kamerhe avaient eu lieu au Palais de Marbre sous la médiation d'Edem Kodjo, l'ancien président du Bénin. Durant l'été précédent, les émissaires de Kabila avaient rencontré Etienne Tshisekedi qui négociait l'avenir politique de son fils Félix.

Un espoir déçu

Bref, la « machine à gagner du temps » avait commencé à tourner. Lorsque la conférence épiscopale du Congo décida de mener la négociation, elle réveilla un espoir mêlé de réalisme. Des concessions apparurent enfin, des deux côtés : Kabila s'engagea

à respecter la Constitution, donc à ne plus se représenter pour un troisième mandat, l'opposition accepta de différer les élections et un délai de deux ans fut accordé, durant lequel le pouvoir promettait de libéraliser l'espace politique et de prendre des « mesures de décrispation » afin d'apaiser les esprits. Miné par la maladie qui allait l'emporter deux mois plus tard, Etienne Tshisekedi accepta de signer l'accord, mettant du même coup son fils sur orbite politique. L'opinion fut invitée à patienter et la communauté internationale, via les Nations unies, entérina l'accord, qui incarna désormais la nouvelle légalité constitutionnelle du Congo.

Depuis lors, en fait de décrispation, on a été servi : la violence naguère confinée à l'est s'est étendue à travers le pays et une guerre présentée comme « tribale » a éclaté dans le Kasai, menée par les partisans d'un chef coutumier, Kamwina Nsapu. Implacablement réprimée par des unités de l'armée dépêchées du Kivu, elle fit des milliers de victimes et quatre millions de déplacés, fuyant la guerre jusqu'aux portes de Kinshasa et jusqu'en Angola voisin qui plaça des troupes à sa frontière pour ne pas être envahi par les réfugiés...

A Beni, dans le Nord-Kivu, les groupes rebelles présentés comme islamistes redoublèrent d'activité tandis que des procès mettaient en lumière de curieuses connivences avec les militaires et l'existence de camps d'entraînement dans les environs du parc des Virunga. Si les prisons se vidèrent mystérieusement à Kinshasa, Goma, Kisangani, permettant à des milliers de détenus de prendre le large, les

prisonniers politiques eurent moins de chance que les droits communs : les plus connus d'entre eux, des cas dits « emblématiques », demeurèrent en prison. Parmi les plus connus : Dioni Ndongala, le leader de la démocratie chrétienne, et l'avocat katangais Jean-Claude Muyambo. Les dirigeants des mouvements citoyens Lucha et Filimbi, considérés comme de dangereux subversifs, étaient eux aussi réprimés et emprisonnés sans ménagement, à tel point qu'aujourd'hui encore l'état de santé de l'un d'entre eux, Carbone Beni, suscite des inquiétudes.

Alors que les poches de violence s'étendaient dans le pays, l'opposition fut prise de court par la disparition d'Etienne Tshisekedi en février 2017 et le pouvoir en profita, une fois encore, pour gagner du temps... Il fallut attendre la visite à Kinshasa de Nikki Haley, l'ambassadrice américaine aux Nations unies, pour qu'une « date butoir » soit enfin fixée : le 23 décembre 2018, soit quelques jours avant l'expiration du délai de deux ans !

La Belgique en pointe

Les mesures de décrispation n'ayant pas été appliquées, le traitement de la presse s'étant durci et la répression affinée, les laïcs chrétiens, dirigés par des intellectuels de renom comme le théologien Thierry Nlandu ou l'historien Isidore Ndaywel, décidèrent de mobiliser l'opinion, avec la bénédiction de l'Eglise et le soutien des paroisses. Était-ce cela le « plan B » que l'Eglise catholique avait promis de mettre en œuvre si les promesses n'étaient pas tenues ? Les services de sécurité

donnèrent en tout cas l'impression de le croire : dès les premières manifestations, la police tira dans la foule à balles réelles et des militaires d'origine inconnue intervinrent.

Les morts, les blessés provoquèrent l'indignation internationale, les sanctions redoublèrent, la Belgique prit une position très ferme et fut accusée de « durcir » le front occidental. Jusqu'à aujourd'hui, les relations entre Bruxelles et Kinshasa sont au point mort. Faute d'ambassadeur, on ne se parle plus, Charles Michel étant le seul à, parfois, appeler Kabila au téléphone, mais sans résultat visible...

Après une période de suspension, les manifestations des chrétiens risquent de reprendre dès la fin du suspense actuel, même si la Ceni – la Commission électorale nationale indépendante – continue à assurer que les élections, fi-

nancées par la RDC sans aide étrangère, sur son seul budget, auront bien lieu à la date prévue. Mais quelles élections ? La « machine à voter », une sorte d'imprimante facilitant des opérations, est dénoncée par l'opposition, le processus d'inscription des électeurs est contesté et, le moins que l'on puisse dire, c'est que la confiance ne règne pas.

Bon nombre d'intellectuels comme le Docteur Mukwege préconisent toujours une « transition sans Kabila » mais ils ne disent pas comment ils obtiendront le départ du tenant du titre, qui, en plus, vient de réorganiser son armée et de durcir ses forces de sécurité, recourant même à de l'armement fourni – instructeurs compris – par les nouveaux alliés russes... ■

COLETTE BRAECKMAN

LES TENORS DE L'OPPOSITION

Moïse Katumbi

L'ancien gouverneur du Katanga a longtemps fait la course en tête. Depuis deux ans cependant, Katumbi vit en exil, multipliant les contacts internationaux au départ de la Belgique où il compte de solides appuis. S'il a quitté le Congo, c'est parce qu'il redoutait des tentatives d'assassinat et aussi les foudres d'une justice aux ordres. Sa très réelle popularité est fondée sur le bon souvenir qu'il a laissé au Katanga comme gouverneur, gardant un contact direct avec la population et multipliant des travaux d'utilité publique. L'irrésistible ascension de Katumbi est celle d'un homme doué pour les affaires, qui avait fait fortune en Zambie avant de rentrer au Katanga. Sa popularité repose aussi sur le fait qu'il est le patron du Tout-Puissant Mazembe, le grand club de football de Lubumbashi. Le point faible de Katumbi, exploité par ses adversaires, c'est sa nationalité : son père est enterré en Israël et lui-même possède un passeport italien.

Jean-Pierre Bemba

Jean-Pierre Bemba, 55 ans, fils de l'homme d'affaires, aujourd'hui décédé, Jeannot Bemba Saolona, qui gère les affaires du président Mobutu, est le « joker », l'élément imprévu de la course à l'élection. L'institut de sondage Berci le crédite de 20 % des intentions de vote. C'est à la surprise générale qu'en juin dernier, Bemba a finalement été libéré après avoir été détenu durant dix ans à La Haye, la Cour pénale internationale le tenant pour responsable des exactions commises par ses troupes envoyées en République centrafricaine. La semaine dernière, Bemba est enfin retourné dans son pays où il est toujours sénateur. A Kinshasa, soutenu par son parti le Mouvement pour la libération du Congo, il a déposé un dossier de candidature en règle, en plaidant pour une candidature unique de l'opposition. S'il ne fut pas inquiet, l'ancien vice-président fut cependant empêché de dormir dans la résidence familiale, trop proche du QG de Kabila...

Félix Tshisekedi

En signant les accords de la Saint-Sylvestre, fin décembre 2016, Etienne Tshisekedi espérait aussi mettre en selle son fils Félix Tshilombo, pressenti pour devenir Premier ministre. La disparition du vieux leader, en février 2017, bouleversa tous les calculs et beaucoup de Congolais reprochent à Félix, absorbé par la politique, de ne pas s'être assez soucié du rapatriement du corps de son père, qui repose toujours dans un funérarium d'Ixelles. Peu connu au Congo voici deux ans, Félix a cependant réussi à s'imposer comme une personnalité politique crédible et l'institut Berci le crédite de 26 % des intentions de vote. Sa popularité repose sur les voix des Kasaiens. Ses détracteurs d'hier reconnaissent que, face à Kabila et aux tentatives de séduction du pouvoir, Félix a tenu bon et continué à structurer un parti, l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social) initialement constitué autour de la personnalité charismatique de son père.

Vital Kamerhe

Originaire de Bukavu, Vital Kamerhe, alors qu'il présidait l'Assemblée nationale au nom de la majorité présidentielle, était sans doute le plus connu voire le plus populaire des Congolais, car il s'exprimait parfaitement dans les quatre langues du pays. Fils d'un ancien fonctionnaire aux mutations fréquentes, il était aussi à l'aise à l'est qu'à l'ouest et sa verve était très appréciée à Kinshasa. Intelligent, excellent orateur, politique expérimenté, Kamerhe fut longtemps considéré comme le dauphin potentiel de Joseph Kabila, jusqu'à ce que, poussé par l'ambition et l'impatience, il rompe avec le Raïs. Passé à l'opposition, il lança son parti, l'UNC, Union pour la nation congolaise, et participa aux élections de 2011, dénonçant de nombreuses irrégularités. Malgré ses talents politiques et son éloquence, l'opinion, le sachant désargenté, soupçonne toujours Kamerhe d'être capable de renouer un jour avec Kabila...

C. B.

LES OUTSIDERS DE LA CAMPAGNE

Martin Fayulu

Fondateur du parti ECIDE (Engagement pour la citoyenneté et le développement), ce député national est issu du milieu des affaires. Kinois d'origine, il a étudié l'économie en France et aux États-Unis avant de faire carrière au sein de l'entreprise Exxon Mobil. Populaire à Kinshasa, il est en première ligne des manifestations organisées par les laïcs chrétiens.

Adolphe Muzito

Cet ancien Premier ministre est un militant de la première heure du Palu (Parti lumumbiste unifié) et disciple du « patriarche » Antoine Gizenga, demeuré fidèle à Joseph Kabila en souvenir du combat commun mené avec son père, Laurent Désiré. Intellectuel actif, Muzito publie régulièrement des chroniques dans la presse et des plans de relance pour le Congo.

Freddy Matungulu

Passé par Harvard, il a suivi le parcours des économistes internationaux, n'interrompant sa carrière au Fonds monétaire international que pour devenir ministre de l'Économie en RDC. Cet homme intransigeant, confronté aux « petits arrangements » du régime, préférera regagner les sphères internationales, contribuant aux plans de redressement de plusieurs pays africains.

Noël Tshiani

Originaire du Kasai oriental, Noël Tshiani Muandamwita a longtemps espéré pouvoir puiser dans l'héritage électoral d'Étienne Tshisekedi. Banquier de formation, vivant à Washington, il a, pour le compte de la Banque mondiale, élaboré les plans de redressement de plusieurs économies africaines. Il a aussi élaboré un plan complet, orthodoxe, pour le redressement du Congo.

diplomatie Toute crise au Congo est aussi une crise internationale

Une situation stratégique au cœur de l'Afrique... Des ressources telles que le cobalt, le coltan, l'uranium, indispensables aux technologies modernes, mais aussi l'eau et la forêt, essentielles en ces temps de réchauffement climatique... Le plus peuplé (85 millions d'habitants...) des pays de la francophonie, neuf voisins qui comptent sur les ressources du Congo pour se développer ou qui redoutent la contagion du désordre... Les espoirs mais surtout les crises du Congo n'appartiennent pas aux seuls Congolais et, quel que soit le nationalisme voire le souverainisme des dirigeants du pays, les échéances à venir concernent les pays voisins, intéressent l'Afrique tout entière et ne laissent pas indifférentes les puissances membres du Conseil de sécurité.

La RDC sous haute surveillance

Au cours des deux années qui ont suivi la fin officielle du mandat du président Kabila, la RDC a été placée sous haute surveillance. Si l'accord de la Saint-Sylvestre, conclu après la médiation avortée de l'ancien président togolais Edem Kodjo fut avalisé de toutes parts, c'est parce qu'il balisait le processus de sortie de crise et que le président Kabila avait réussi à convaincre l'opinion internationale de sa détermination à respecter le prescrit constitutionnel et les délais finalement consentis tandis que l'opinion congolaise demeurait, elle, plus circospecte.

Au fil des mois cependant, les Occidentaux ont durci leurs positions : la répression violente des marches pacifiques des chrétiens, s'ajoutant à des avalanches de rapports accablants sur la corruption et les avoirs de la famille Kabila, a choqué l'opinion et déclenché des vagues de sanctions ciblées. Privation de visa, gel des avoirs, interdiction de voyager : des mesures ont commencé à frapper de hautes personnalités du régime, hauts gradés de l'armée, responsables des services de sécurité, proches de Kabila, même si lui-même a été épargné.

Les Américains ont donné le « la », mais la Belgique n'a pas été en reste et, après la première marche des chrétiens, un froid polaire s'est installé entre Bruxelles et Kinshasa, se traduisant par le rappel des ambassadeurs, la fermeture, demandée par Kinshasa... de la maison Schengen dispensatrice de visas, la réduction des fréquences de Brussels Airlines... De part et d'autre, les sanctions visaient à faire mal, à toucher aux intérêts économiques de la Belgique, à humilier des responsables congolais et, par ricochet, à priver d'accès à l'Europe d'importantes personnalités du régime mais aussi des citoyens lambda, désormais empêchés de venir étudier, commercer, participer à des conférences sur le Vieux Continent.

Présence internationale renforcée

L'avenir dira si ces sanctions ont été efficaces, qui elles ont réellement affecté. Car durant

des mois, grâce aux efforts du ministre des Affaires étrangères She Okitundu, la RDC ne s'est pas mal défendue sur le plan international : elle a réussi à se faire élire au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, des pays comme la France ont discrètement octroyé des visas ou formé des cadres militaires, de nouveaux amis sont apparus aux côtés des Chinois, comme les Russes, les seconds sécurisant militairement les investissements économiques des premiers...

La Mission des Nations unies au Congo a été le reflet de cette relative impuissance de la communauté internationale et elle a poursuivi sa mission en promettant d'assister, comme précédemment, le processus électoral... En fait, dans ce monde multipolaire, les Occidentaux ont pris la mesure de leur relative impuissance tandis que la RDC bandait ses muscles et constatait qu'une diplomatie ferme, parfois ombrageuse, n'était pas toujours dépourvue de résultats.

Ce qui compte en fait, pour Kinshasa, c'est la réaction de l'Afrique et en particulier l'attitude des pays voisins. Sur ce plan, il faut reconnaître que les gérontes qui dirigent le Congo Brazzaville, l'Ouganda, le Cameroun, le Tchad, ont peu de leçons à donner à un chef d'État qui n'a même pas cinquante ans...

Les « amis » de Kabila écartés

Cependant, en deux ans, bien des situations ont changé et des amis qui portèrent au pouvoir la « dynastie Kabila » ont été évincés : au Zimbabwe, Robert Mugabe a cédé la place à Emerson Mnangagwa, aussi affairiste mais beaucoup plus prudent et déjà contesté, en Afrique du Sud Jacob Zuma a été remplacé par Cyril Ramaphosa, déjà riche et beaucoup moins avide de contrats douteux, tandis que des sociétés sud-africaines qui avaient appuyé les projets agro-industriels de Bukanga Lonzo ou d'ailleurs digèrent mal leur échec et leurs pertes financières, sans parler des sociétés minières...

Durant longtemps, l'Angola de José Eduardo dos Santos a représenté l'allié le plus fiable de Kinshasa, intervenant de manière décisive dans des mo-

ments clés. Là aussi les choses ont changé et ce n'est pas un hasard si avant la date fatidique du dépôt des candidatures, Joseph Kabila s'est rendu à Luanda pour consulter le nouveau président Joao Lourenço, peu désireux de faire face à un éventuel afflux de réfugiés congolais en cas de troubles graves.

Menaces à l'est

Quant au Burundi et au Rwanda, les relations sont délicates : Pierre Nkurunziza a lui aussi défié la constitution de son pays, prolongé ses mandats, affronté les sanctions internationales et les relations entre ses services de sécurité et ceux de la RDC sont demeurées étroites. Mais cette proximité est dangereuse : Kigali s'inquiète de mou-

vements hostiles à la frontière des trois pays, des mouvements armés hutus sont toujours présents au Congo et, président en exercice de l'Union africaine, Paul Kagame, pour des raisons tant de sécurité nationale que de solidarité panafricaniste, ne restera pas passif devant une éventuelle dérive de la RDC. Aujourd'hui déjà, le Tchadien Moussa Faki, l'un des hauts dirigeants de l'Union africaine, a déclaré qu'il suivait de très près la phase de dépôt des candidatures et qu'il insistait sur les conditions à réunir pour rendre crédible le résultat des élections.

Tout indique déjà que si une crise éclate à Kinshasa, elle ne sera pas uniquement congolaise : c'est l'Afrique tout entière qui sera affectée. ■

C. B.